



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

14^{ème} Edition des "Etats de la France"

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie et des Finances**

La Sorbonne

Jeudi 21 novembre 2019

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Je suis très heureux de vous retrouver ici dans ce grand amphithéâtre de La Sorbonne où j'ai étudié pendant de nombreuses années.

L'état de la France, c'est un sujet de dissertation économique, social, philosophique, absolument inépuisable. Je ne connais aucune autre nation dans le monde qui ait autant de succès et autant de doutes.

Autant de succès parce que, vous avez dû le rappeler ce matin, la France a désormais l'un des niveaux de croissance les plus élevés de la zone euro. Elle est loin devant l'Allemagne. Elle est un des pays les plus attractifs de la zone euro. Les investisseurs étrangers viennent en masse et plébiscitent la transformation économique que nous avons engagée. Le niveau d'investissement des entreprises n'a jamais été aussi élevé depuis 10 ans en France.

Nous recréons des emplois industriels et je pourrais accumuler comme cela les succès économiques qui sont dus aux choix du Gouvernement, de la majorité, du président de la République. Mais évidemment, ils sont dus d'abord aux Français. Et les Français réussissent. La France réussit.

Je sors tout juste d'une réunion du COSPACE, la réunion qui est consacrée à l'industrie spatiale. Quand dirons-nous haut et fort que Galileo est meilleur que le GPS ? Quand sortira-t-on de l'esprit des Français et des Européens cette référence systématique au GPS pour la géolocalisation, alors que vous avez plus précis, plus fiable, plus efficace, que ça s'appelle Galileo et que c'est français et européen. Nous avons des succès considérables qui montrent que la France et l'Europe ne sont pas sorties de l'histoire et qu'au contraire, elles vont y jouer tout leur rôle au XXIème siècle.

Néanmoins, l'élu local que je suis et le citoyen engagé que je suis, quand il circule en France, il rencontre aussi beaucoup de doutes. Quand je retourne dans ma circonscription à Evreux, ou lorsque je me déplace en France, j'entends exactement l'inverse de ce que j'entends de la bouche de mes interlocuteurs à Pékin, à Shanghai, à Washington, à Berlin ou ailleurs. Ils me disent : "La France est de retour. C'est formidable. Vous avez des succès exceptionnels".

Et puis, quand je suis auprès des Français, ils me font part de leurs difficultés, de la difficulté à boucler les fins de mois, de l'essence qui est trop chère, du travail qui n'est pas assez reconnu, du manque de considération qui est une des choses dont souffrent les Français aujourd'hui, de cette violence qu'il y a dans la société française, quotidienne, verbale, qui tient à un regard, à une remarque déplacée, cette tension permanente, épuisante qu'on peut voir dans la société française et qui ne correspond pas à cette douce France dont nous sommes les héritiers.

Nous sommes un pays de climat tempéré et contrairement à tous ceux qui nous expliquent qu'il y a toujours la révolution au fond du cœur des Français, moi, je ne crois pas ça du tout. Je pense que nous sommes une nation au climat et au tempérament tempéré, qui apprécie justement que les choses restent tempérées. S'il y a, à mon sens, autant de souffrance aujourd'hui dans notre pays, parce qu'il y en a et qu'il faut le reconnaître, c'est parce qu'il y a une demande de considération, de respect, de dignité, de tempérance auxquels aspire une immense majorité de Français.



L'immense majorité des Français aspire à retrouver le climat tempéré qui est le propre de notre histoire et de notre nation. Partant de ce déchirement entre des succès incontestables et un doute tout aussi incontestable, quelles sont les réponses que peut apporter un responsable public engagé, qu'il soit ministre de l'Economie et des Finances, qu'il soit recteur d'université, professeur, médecin, responsable associatif, responsable syndical, parce que cette responsabilité-là, elle est partagée entre tous. Il n'y a pas en haut et en bas. Ça n'existe pas. Dans une société démocratique, il n'y a pas en haut et en bas. Il y a tous ensemble, avec chacun ses responsabilités. Elles sont plus ou moins importantes, mais chacun a une part de responsabilité dans l'État de la France. L'État de la France, c'est l'État des Français et chaque Français en est responsable.

Je vois trois grandes orientations qui, en tout cas, me servent de boussole, à titre personnel, comme citoyen engagé comme responsable politique.

La première orientation, c'est la solidarité.

Nous devons retrouver de la solidarité à tous les niveaux, dans notre famille, dans notre environnement immédiat, au niveau national, au niveau européen. Nous avons oublié ce mot de solidarité. Je ne commence pas par la compétitivité, par les chiffres, par les statistiques. Je vous parle d'une valeur humaine fondamentale qui est la solidarité. Je n'ai pas hésité une seconde quand nous avons travaillé sur le plan hôpital, pour dire : "Voilà, nous allons mettre le paquet sur l'hôpital". Oui, nous allons reprendre la dette pour 10 milliards d'euros. Oui, le plan qui était annoncé par le Premier ministre est un plan juste et nécessaire pour l'hôpital public français. Nous lui avons fait supporter depuis des années quasiment l'intégralité des économies que nous avons demandées au système de soins. On a dit à l'hôpital : "Ecoutez, il faut faire des économies, c'est vous qui allez les faire". Et tous, nous savons ce que c'est que d'entrer à l'hôpital, qu'un couloir d'hôpital où la peinture s'écaille, les petits soins qui ne sont pas forcément disponibles, les infirmières qui sont épuisées, les aides-soignantes qui n'en peuvent plus, à qui on demande toujours plus, avec des traitements qui sont plus compliqués et des familles qui sont plus exigeantes.

Puis, à un moment donné, ça craque. Et comme nous fréquentons tous les hôpitaux et que nous savons tous le dévouement invraisemblable du personnel hospitalier au service de ceux qui sont les plus fragiles, c'est-à-dire ceux qui sont malades, il était juste et il était nécessaire d'annoncer un plan aussi ambitieux pour l'hôpital public.

Il en ira de même pour les retraites.

La réforme des retraites que nous proposons avec le président de la République vise à restaurer la solidarité. C'est l'inverse du chacun pour soi, parce que le chacun pour soi ne mènera nulle part et que notre système de retraites, tel qu'il est bâti aujourd'hui, va dans le mur. Plus de déficit, moins de solidarité et chaque profession qui va essayer de s'en sortir toute seule. De l'injustice et des iniquités entre ceux qui vont partir à la retraite à 52, 53, 54 ans parce qu'ils ont un régime spécial. Et puis d'autres, enfin, tant pis pour eux s'ils ne sont pas dans le bon régime, s'ils ne sont pas dans le bon système. Eux partiront à la retraite à 63 et 64 ans. Mais aucune société ne peut reposer sur des inégalités aussi profondes. Le système de retraite par points que nous proposons avec le président de la République et que nous sommes déterminés à mettre en œuvre, c'est un système de solidarité qui garantit la pérennité d'un système de retraite par répartition.



Si vous voulez qu'il y ait une réelle répartition, surtout à un moment où certains emplois disparaissent très vite, où le travail ne cesse de se modifier, il faut que chacun soit solidaire de l'autre et que ce ne soit pas chaque profession, chacun pour soi, avec son système, ses règles, ses dates, ses échéances, mais un système universel, solidaire, où chaque Français cotise pour les autres Français. C'est ça que nous voulons bâtir, et c'est ça qui garantira la solidarité.

Ça vaut aussi à l'échelle européenne.

Nous ne pouvons pas dire que nous allons va bâtir la zone euro et puis, lorsque nous avons une monnaie commune, c'est aussi le chacun pour soi. Il y a aujourd'hui une croissance insuffisante dans la zone euro. Nous, Français, nous avons fait des efforts depuis près de trois ans pour rétablir nos finances publiques, pour engager des réformes difficiles, pour transformer l'économie française. J'aimerais que nos partenaires allemands ou néerlandais, qui disposent aujourd'hui des marges de manœuvre budgétaire nécessaires, investissent davantage par esprit de solidarité européenne et pour garantir qu'il y ait une croissance économique plus importante dans la zone euro.

Là aussi, le chacun pour soi en Europe ne mènera nulle part. Si chaque nation ne regarde pas plus loin que le bout de son nez, n'est pas capable de dépasser les intérêts nationaux pour comprendre qu'il y a aussi un intérêt collectif européen à avoir plus de croissance, plus d'innovation, plus de prospérité, plus d'emplois, la zone euro ne survivra pas à ces intérêts nationaux étriés.

Nous devons être capables, nous tous, de construire un intérêt collectif européen fondé sur une solidarité européenne. Quand le ministre des Finances allemand annonce qu'il est ouvert à ce que tous les dépôts bancaires des millions de citoyens européens soient garantis au niveau européen, et plus au niveau national, cela va dans la bonne direction. J'appelle de mes vœux au niveau national, comme au niveau européen, ce rétablissement de la solidarité.

La deuxième orientation, qui me paraît vitale, c'est de l'audace.

Il faut de l'audace. Je ne sais plus quel intervenant disait tout à l'heure qu'il est indispensable que les responsables politiques prennent leur responsabilité et décident. Il a mille fois raison.

La première raison de la montée des populismes partout en Europe, c'est la faiblesse politique, c'est le manque de conviction, c'est le manque d'audace. Nous pouvons ne pas être d'accord. Ce n'est pas grave, c'est la démocratie. Mais le pire, c'est quand nous sommes d'accord sur tout, parce que dans le fond, nous avons discuté de rien. Ça, c'est la négation de la démocratie, quand personne n'a de convictions, personne ne défend des idées, personne ne prend plus de décision parce qu'il est tétanisé, parce qu'il a peur. Il faut de l'audace, de l'audace pour les responsables politiques, de l'audace pour les citoyens, de l'audace pour les générations qui viennent. Qu'elles tentent, qu'elles essaient, qu'elles échouent et qu'elles se redressent et qu'elles se relèvent, et qu'elles tentent à nouveau. C'est ça qui fait le dynamisme d'une société.

En matière économique, nous avons, comme vous le savez, bâti les premiers piliers de la transformation économique du pays. La transformation fiscale, l'allègement de la fiscalité sur le capital, la réforme du marché du travail, tout cela vise à reposer les fondements de l'économie française. Mais maintenant, il faut qu'on ouvre un deuxième temps dans le quinquennat, la transformation économique du pays.



Sur quels piliers va reposer cette transformation et cette volonté d'audace économique pour la France ?

D'abord, une orientation majeure, nous voulons une économie décarbonée. L'audace est là. L'audace, elle est dans la construction d'une économie totalement décarbonée où on assume, derrière, les décisions qui vont avec et qui vont nous permettre d'arriver au zéro carbone en 2050.

Ce n'est pas évident, c'est toujours difficile. Mais je pense que nous pouvons y arriver. La finance verte, les indications sur ce qui est vert en investissement et ce qui ne l'est pas, la transformation de la Banque européenne d'investissement en Banque du climat, le renoncement par la Banque européenne d'investissement à financer toute énergie fossile : ça, c'est l'audace qui construit l'économie décarbonée.

L'annonce que j'ai faite il y a quelques jours, c'est-à-dire la mise en place d'un nouveau malus pour tous les véhicules qui émettent plus de 172 grammes de CO₂ par kilomètre et dont l'intégralité des bénéfices liés à ces nouveaux malus sera reversée à l'industrie automobile pour qu'elle se transforme, pour qu'elle soit moins carbonée, cela va dans le sens de cette audace pour une économie décarbonée.

Le fait que nous avons demandé de revoir la législation européenne qui permet aux constructeurs automobiles d'émettre plus de CO₂ quand ils font des véhicules plus lourds, ce qui revient à avoir un permis de polluer dans un continent qui, à l'inverse, veut lutter contre le réchauffement climatique et veut une économie décarbonée, ça va dans le sens de l'audace. Et croyez-moi, ce n'est jamais facile.

Quand je dis que nous allons nous attaquer à la législation européenne qui lie le poids des véhicules au droit d'émettre du CO₂, immédiatement, vous avez plein de conseillers, des gens très bien intentionnés qui viennent vous voir. "Ce n'est pas possible, c'est compliqué, on ne va jamais y arriver". Il faut cette audace-là.

Il faut cette audace pour dire qu'aujourd'hui, il n'est pas acceptable que les géants du numérique paient moins d'impôts en France ou en Europe que n'en paie n'importe quelle TPE, n'importe quelle petite entreprise. Oui, il est indispensable de rétablir de l'équité fiscale. Et nous ne considérons pas une économie décarbonée s'il n'y a pas une équité fiscale entre les géants du numérique et les petites entreprises, si nous n'instaurons pas une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne, si nous ne sommes pas capable d'imposer une taxation carbone au transport aérien comme nous l'avons imposée au transport automobile. C'est toujours plus facile de ne rien faire. Mais c'est exactement l'inverse qu'il faut dans les temps difficiles dans lesquels nous sommes. De l'audace sur tous les sujets pour bâtir cette économie décarbonée dont nous avons besoin et ce nouveau capitalisme que vous avez présenté tout à l'heure et qui est effectivement au cœur de mon ambition politique.

C'est quoi ce nouveau capitalisme ? C'est moins d'inégalités, c'est plus de justice, c'est l'ambition de bâtir cette économie décarbonée qui sera un modèle économique pour le reste de la planète, c'est la capacité à mieux rémunérer ceux qui travaillent, c'est la reconnaissance, la place des entreprises dans la société et du sens de l'activité économique. C'est tout cela que nous voulons bâtir dans les années qui viennent. C'est tout cela qui fera de l'Europe un modèle pour le reste de la planète, c'est tout cela qui donnera à l'Europe le droit de dire : "Il y a le modèle chinois, ce n'est pas le nôtre. Il y a le modèle américain, ce n'est pas le nôtre. Et il y a un modèle de capitalisme durable, responsable, juste. C'est le modèle européen et nous allons le bâtir ensemble".



La troisième grande orientation, elle va peut-être vous surprendre, mais elle me paraît peut-être la plus importante pour répondre au déchirement dont j'ai parlé au début de mes propos entre la manière dont les Français se vivent, la manière dont les Français se voient et la manière dont le reste du monde voit la France et les Français. C'est la culture.

Il faut renouer avec notre culture. La vraie assise française, ce qui fait la force de chaque Français, ce qui vous donne de la solidité intérieure, ce qui vous nourrit dans des temps de détresse, ce qui vous sauve quand les choses vont mal, c'est la culture. Parce que c'est ce qui vous sauve de vous-mêmes et c'est ce qui vous relie aux autres. La culture, c'est notre langue, ce qui me permet de vous parler et c'est ce qui nous permet de nous comprendre. La langue française doit être défendue avec la dernière énergie, pratiquée le mieux possible, répandue le plus loin possible. C'est ce qui fait notre lien. Quand je lis parfois les agressions verbales, ce qui peut être dit sur les réseaux sociaux, les insultes, les injures, les raccourcis, les caricatures, nous nous éloignons de ce qui fait le lien entre nous, qui est notre langue.

La langue doit rassembler. Elle ne doit pas diviser. Elle doit rapprocher. Elle ne doit pas opposer. Elle doit soigner. Elle ne doit pas attaquer ou agresser. C'est la première responsabilité politique. Un politique a une chance immense. Il a le droit de parler aux médias. C'est peut-être moins une chance pour vous qui m'écoutez, et c'est pour ça qu'on fait de la politique. C'est notre culture qui est la première réponse à l'État de la France. Et dans notre culture, la langue française qui doit nous rassembler.

La culture, c'est notre histoire.

L'histoire permet de voir les choses avec un peu plus de détachement, puisque nous vivons dans une période de transformation radicale. Vous avez les technologies qui bouleversent notre vie quotidienne, qui vont bouleverser la science, bouleverser la santé, bouleverser vos habitudes de consommation, de transport, de villégiature. Oui, il y a un réchauffement climatique qui doit être combattu, comme le fait le président de la République, avec le plus de volontarisme possible et qui demande des décisions économiques qui ne sont pas simples. Oui, la Chine est en train de marquer de son empreinte le XXIème siècle et la puissance bascule de l'Occident vers l'Orient. Oui, et alors ?

Et alors ? Si vous écoutez le président Xi Jinping, il vous expliquera que ce n'est que le juste retour de quelques millénaires d'éclipse de la Chine, mais qu'on revient à ce qui devait être l'ordre planétaire de toute éternité, c'est-à-dire la Chine au centre. Prenez un tout petit peu de recul. Allez voir le président Xi Jinping. Il vous donnera des leçons d'histoire. Mais pourquoi la France ne porterait-elle pas justement cette ambition d'ancrer à nouveau nos ambitions politiques dans une histoire profonde, pour comprendre que ce qui nous attend désormais est encore plus beau que ce qui est arrivé par le passé, que l'Europe peut être notre avenir commun si nous l'inscrivons dans ce projet de culture.

La culture, c'est la langue. La culture, c'est l'histoire qui donne du recul sur les événements, qui permet de les prendre à leur juste valeur.

La culture, ce sont aussi des valeurs qui ne sont pas négociables. Il faut le dire avec fermeté et tranquillité. Mais il faut le dire parce que je pense que dans l'État de la France, le sentiment pour beaucoup de Français que leur culture est abandonnée ou bafouée ou attaquée, joue beaucoup dans le désarroi de millions de nos compatriotes.



Dans nos valeurs qui font la culture de la France, il y a la liberté d'expression. Elle n'est pas négociable. Chacun est libre de s'exprimer.

Dans notre culture nationale, il y a la laïcité. Aucune loi religieuse ne peut jamais l'emporter sur la loi de la République, et aucune religion n'a le droit de dicter un comportement public en lieu et place des lois et règlements de la République française. Tous ceux qui voudraient faire d'une religion un projet politique ne sont pas les bienvenus en France et doivent être combattus.

L'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas négociable. Elle est un immense projet de société, un projet majeur, et tous ceux qui, pour quelque prétexte que ce soit, vous expliquent que dans le fond, on peut marquer des différences entre les femmes et les hommes, marquer une relégation sous une forme ou sous une autre, attaquent notre culture, dans ce qu'elle a de plus noble. Il y a une très grande noblesse à défendre l'idée de l'égalité entre les femmes et les hommes, une égalité totale qui devrait devenir bientôt quelque chose d'indifférent, tellement ce serait naturel. Et l'égalité entre les femmes et les hommes doit être au cœur de notre projet de société et en tout cas, au cœur notre projet économique.

Notre culture, c'est le respect de la personne humaine, c'est le respect des informations qui touchent chaque personne. Vous avez un modèle américain dans lequel on peut avoir accès aux données de santé et aux données politiques. Tout cela peut être contrôlé par des gens du numérique qui orienteront votre choix politique. Ils pourront aussi négocier ces données de santé avec vos assureurs qui vont vous expliquer : "Écoutez monsieur, c'est tout à fait regrettable, mais j'ai vos données de santé. Il se trouve que vous n'êtes pas en très bonne santé, donc votre prime d'assurance, elle va être dix fois plus élevée que celui de votre voisin qui a le même âge et qui, lui, j'ai ses données de santé, se porte très bien". Ce n'est pas notre conception de la société.

Ce n'est pas notre conception du respect du droit privé et de l'intimité à laquelle a droit chaque citoyen. C'est aussi pour cela qu'il faut se battre, pour cette culture-là qu'il faut se battre, pour ce respect de la personne humaine pour lequel il faut se battre.

Vous voyez, voilà trois grandes orientations que je vous propose. Ce sont celles qui m'animent dans ma vie politique tous les jours.

Ce que je vis, le ministre de l'Économie et des Finances, je peux vous dire, c'est sacrément agité. Ça démarre à 6 heures du matin. Ça finit très tard le soir. Donc si nous n'avons pas quelques principes très simples, très vite, nous pouvons nous retrouver ballotté par les événements, par les flots, et puis nous ne savons plus où nous allons.

Moi, j'essaie de m'en tenir à cela : plus de solidarité parce que notre société en a besoin, plus que tout le reste, plus d'audace parce que nous avons été élus pour ça et parce que je pense que la France est une nation d'audace, et plus de culture parce que l'audace sans la culture va n'importe où. La culture et l'audace, ça donne les plus belles pages de l'histoire de France.

Merci à tous.